

La lutte contre l'antisémitisme et son dévoiement

L'usage irresponsable de l'accusation d'antisémitisme dessert l'idéal qu'il prétend servir. Dans le contexte actuel de guerre israélo-palestinienne, il faut certes, plus que jamais, rester extrêmement vigilant face à toute résurgence de l'antisémitisme. Relayant un antijudaïsme chrétien traditionnel, ce fléau a fait pendant près de deux siècles, avec le totalitarisme, le nationalisme et le colonialisme, la honte des nations européennes, aboutissant à l'horreur absolue du génocide. Qui ne voit que de la critique de l'Etat d'Israël ou de son gouvernement, le passage à la haine du Juif est très, trop facile ?

Cependant, cette nécessaire vigilance morale n'atteindra ses objectifs que si l'imputation d'antisémitisme n'étouffe pas toute forme de discussion démocratique sur la crise grave que vit aujourd'hui le Moyen-Orient. L'antisémitisme est une insulte faite au peuple juif en tant que juif. Il n'a rien à voir avec des prises de position critiques à l'égard du gouvernement Sharon, qui lui-même ne se confond nullement avec l'Etat d'Israël, et encore moins avec le peuple juif. Il ne peut pas non plus être confondu avec des analyses argumentées de l'Etat d'Israël, de son histoire et de sa réalité actuelle. Ce sont pourtant ces confusions qui ont permis que soit porté atteinte à l'honneur d'un homme qui le méritait moins que tout autre.

Sous le titre « La vérité a péri », notre collègue Francis Martens a publié dans *La Libre Belgique* du 4 avril une interprétation du conflit actuel, invitant à "rapatrier la pensée" et à dépasser l'instrumentalisation du statut de victime qui fait obstacle au droit. Cet article remarquable mérite la discussion. Par sa qualité, il y invite même. Un "Collectif d'intellectuels juifs" audacieusement baptisé "Dialogue et Partage" y a répliqué par une critique d'une rare virulence, dénonçant la position de Francis Martens comme "violemment antisémite et délégitimant radicalement l'existence même de l'Etat d'Israël". Suite aux remous suscités par cette accusation, le Centre Communautaire Laïc Juif a annulé l'intervention de Francis Martens lors d'une conférence qui devait réunir en outre, le 24 mai 2002, Caroline Lamarche, Roger Lallemand, Jacques Sojcher et Foulek Ringelheim. Suite à la solidarité à l'égard de Francis Martens manifestée par d'autres intervenants, l'ensemble de la conférence en question fut finalement annulée. On peut passer sur les détails de cette affaire qui semble anodine ou seulement illustrative. La confusion entre antisémitisme et réflexion critique sur Israël a cependant frappé, conduisant au contraire de ce à quoi doit servir le combat anti-raciste : l'excommunication des personnes, l'insulte comme forme d'argument, l'impossibilité d'une discussion ouverte.

Rien pourtant ne justifie cette insulte. Francis Martens a prouvé, par ses engagements privés et publics, combien sa position est aux antipodes de toute forme d'antisémitisme. Son article ne délégitime pas l'Etat d'Israël. Il interroge seulement son histoire, qui, pas plus que celle de n'importe quel autre Etat, ne peut se prévaloir d'une conception immaculée. Quand bien même on estimerait, contrairement à Martens lui-même, que cette reconstruction critique pourrait conduire à une mise en question de l'Etat d'Israël, on n'enfreindrait du reste en rien l'éthique du débat démocratique. Plus que d'autres, les Belges sont bien placés pour savoir que la légitimité d'un Etat-nation, quel qu'il soit, est susceptible de faire l'objet d'un débat qui, loin de sortir du moralement acceptable, fait honneur à la démocratie qui l'abrite.

Quand la gauche israélienne réunit plusieurs dizaines de milliers de manifestants, comme elle l'a fait à Tel-Aviv le 11 mai dernier, pour demander l'arrêt de l'occupation de la

Palestine et la fin de la guerre, s'agit-il d'un sursaut de l'antisémitisme? Lorsque des historiens israéliens rouvrent les dossiers de l'histoire du pays et déconstruisent les mythes nationaux, s'agit-il, encore une fois, d'antisémitisme ? Détournée à des fins partisanses, mise au service d'une politique de guerre, la lutte contre l'antisémitisme tue les raisons mêmes qui la rendent si importante dans le monde libre.

D'intellectuels juifs et israéliens, nous pouvons attendre bien mieux que des insultes. Ensemble, nous avons à comprendre en profondeur les causes du racisme en général, de l'antisémitisme en particulier, qui ont assombri notre histoire européenne. Nous avons à discuter de la manière de contrer la séduction de l'extrême-droite – encore et toujours antisémite – qui ravage de nouveau nos pays. Nous avons à nous interroger sur la manière dont l'Europe pourrait contribuer à libérer la démocratie israélienne de l'emprise d'une extrême-droite qui traite systématiquement d'antisémite tout ce qui résiste à sa violence. Nous avons à redécouvrir, dans la foulée, entre autres, de Francis Martens, tout ce qui lie la parole démocratique moderne à la traditionnelle éthique juive de la parole.

Bref, nous croyons nous aussi au « dialogue » et au « partage » . Mais pour qu'ils aient quelque chance d'aboutir, il faut à tout prix éviter l'instrumentalisation, par des forces politiques partiales, d'une lutte morale aussi universelle que la lutte contre l'antisémitisme.

André BERTEN
Marie-Christine CLOSON
Jean DE MUNCK
Françoise DIGNEFFE
Dan KAMINSKI
Philippe VAN PARIJS

Professeurs à l'U.C.L.